

COVID-19 : de l'ampleur de l'effondrement économique de l'Empire Atlantiste à venir...

La Chine est indéniablement en train de sortir éminemment renforcée de la pandémie du COVID-19, que ce soit sur le plan sanitaire, économique, social, politique, géopolitique et moral. Bien qu'elle ait dû temporairement, c'est-à-dire deux mois durant, mettre en sommeil le tissu industriel de métropoles totalisant 56 millions d'habitants, l'impact économique sera nul ou très limité pour l'année en cours, car l'immense majorité de la population chinoise a pu échapper au confinement, permettant à la majeure partie de son tissu industriel de continuer à fonctionner. La Chine est ainsi désormais « condamnée », par le seul fait du début de l'effondrement multiforme en cours du bloc Atlantiste, à venir voler au secours du Monde entier, afin de tenter de juguler la pandémie mondiale du COVID-19. Dans cette Guerre contre un ennemi invisible dont l'Occident est lui-même à de multiples égards responsable, autant de par son origine que de par sa dissémination, il a d'ores et déjà fait la preuve, à la face du Monde, de sa totale incompétence et de sa complète impuissance.

Et cela ira inévitablement en s'aggravant au cours des semaines et des mois à venir, période qui verra les peuples des pays impérialistes en déclin, être de plus en plus durement éprouvés par la pandémie exponentielle du COVID-19, pandémie qui est non seulement en train d'y provoquer une crise sanitaire majeure mettant en péril le système sanitaire et la vie des masses populaires, mais qui met également en péril leur activité économique dans son ensemble... Déjà durement éprouvée par la crise de 2008 et les politiques d'austérité consécutives, sans oublier plusieurs décennies de délocalisations industrielles massives, cette activité économique se ramène en fait pour l'essentiel à son complexe militaro-industriel, au tourisme et aux services, c'est-à-dire autant de secteurs qui dépendaient étroitement de l'existence de la rente coloniale...

Cette situation sans précédent résulte en premier lieu de la politique à courte vue (« pragmatiste » et électoraliste dirons-nous) des élites atlantistes, c'est-à-dire de la stupidité et de la cupidité politiques infinies du Capital financier atlantiste qui s'est interdit de mettre en œuvre les moyens de circonscrire radicalement ce nouveau virus, et tout cela sous le prétexte fallacieux de ne pas risquer de trop impacter l'économie... Ce qui semble être au premier abord une stratégie à courte vue – mais qui est selon nous une option délibérément et criminellement choisie –, a déjà indéniablement lamentablement échouée (ou commencé à porter ses fruits selon le point de vue d'où l'on se place), et va maintenant en fait désormais servir de prétexte au Capital financier Atlantiste pour imposer un brutal déclasserement économique et social à sa propre population, si longtemps privilégiée.

Depuis le 20 février, le Capital financier Atlantiste a ainsi acquis la certitude que la pandémie du COVID-19 allait le frapper de plein fouet. Au moment même où les cas recensés se multipliaient sur leur propre sol, et ce de manière accélérée en Italie, les grandes places boursières de l'alliance Atlantique ont ainsi vu la valorisation boursière de leurs multinationales s'effondrer **d'un tiers** ! Un tiers en un mois... Et ce n'est là... **que le tout début** !

En effet, les dirigeants des deux gros syndicats patronaux du bloc Atlantiste ont d'ores et déjà prévenu que la crise actuelle serait d'une ampleur certainement sans précédent :

La directrice générale du FMI, dit ainsi aujourd'hui s'attendre à « [une récession au moins aussi grave que pendant la crise financière mondiale \[de 2008\], sinon pire](#) ». Et il s'agit selon nous, non pas d'une dramatisation de la situation réelle, mais au contraire d'une tentative de dédramatisation de la situation actuelle et surtout de celle à venir dans un avenir proche.

Le Secrétaire général de l'OCDE est pour sa part un peu plus honnête en affirmant que « [l'économie mondiale va souffrir "pour des années" et \[qu'\]il est "irréaliste de penser" qu'elle va rebondir rapidement](#) ». Il s'agit selon lui « **du troisième et du plus grand choc économique, financier et social du XXI^e siècle** », un choc qui « **exige un effort mondial moderne semblable au Plan Marshall et au New Deal combinés** », afin d'éviter une « **récession prolongée** ».

[Or nous avons montré, il y a une décennie déjà, que le recours à la dette publique était devenu pour les pays impérialistes en déclin, une voie sans issue.](#)

A plus forte raison encore dans les conditions actuelles où nous doutons qu'un seul investisseur étranger censé ne réponde à cet appel de détresse...

Donc, ni New Deal, ni plan Marshal à l'horizon ! Juste l'injection massive de liquidités afin de nationaliser les multinationales au bord de la faillite, aux frais de l'Etat bourgeois, qui devra une fois arrivée l'échéance de la dette souveraine à court terme (c'est-à-dire le temps de couvrir la fuite de ce qui restera des capitaux de nos milliardaires...), se déclarer en faillite et dévaluer la monnaie ainsi que l'épargne des masses populaires...

Les déclarations du patron de l'OCDE constituent selon nous un appel du pied aux chinois pour qu'ils viennent prendre la place des USA, et venir à la rescousse de l'ensemble des pays du bloc Atlantiste... Le problème est que les élites d'Occident, après des décennies d'humiliations et de guerres larvées, ont poussé récemment le bouchon un peu trop loin à l'égard des chinois.

Ainsi, ces derniers ont selon nous bien mieux à faire aujourd'hui ailleurs, car le climat des affaires promet d'être délétère et extrêmement risqué au cours des prochaines années au sein des ex-pays impérialistes dominants...

Afin d'avoir une vision réaliste de l'ampleur du déclin économique et social inéluctable qui menace aujourd'hui les pays du bloc Atlantiste à court terme, il est essentiel de quitter la sphère de la « spéculation », pour en revenir à la sphère, plus terre à terre, de la production matérielle, et en particulier de la production industrielle qui en constitue le fondement.

Or la matière fondatrice fondamentale à la base de toute industrie, c'est l'acier. C'est donc cet indice fondamental qu'il faut examiner pour comprendre l'évolution du rapport des forces entre pays capitalistes ou groupements de pays capitalistes concurrents. Nous allons donc voir comment la production d'acier de différents pays a évolué au cours des deux dernières décennies.

PRODUCTION ANNUELLE D'ACIER, EN MILLIONS DE TONNES				
(Source des chiffres : worldsteel.org)				
	2001	2007	2013	2019
Chine	151,6	489,3	822,0	996,3
Union Européenne	187,5	209,7	166,4	159,4
Inde	27,3	53,1	81,3	111,2
Japon	102,9	120,2	110,6	99,3
USA	90,1	98,1	86,9	87,9
Russie	59,0	72,4	69,0	71,6
Corée du Sud	43,9	51,5	66,1	71,4
Turquie	15,0	25,8	37,3	33,7
Brésil	26,7	33,8	34,1	32,2
Iran	6,9	10,0	15,4	31,9
Total mondial :	851,1	1 345,8	1 650,4	1 869,9

En 2001, la production chinoise d'acier représentait 17,8 % de la production mondiale. Sa part de marché a continué d'augmenter rapidement à 36,4 % en 2007 et à 49,8 % en 2013. En 2019, la Chine a vu sa production d'acier augmenter de 8,3 % en glissement annuel, à 996,3 millions de tonnes, et sa part de marché dans la production mondiale d'acier a continué d'augmenter pour atteindre 53,3 % !

Surtout, cette montée en puissance quantitative de l'industrie chinoise s'est accompagnée d'une montée en puissance qualitative plus grande encore, permettant à la Chine de remonter rapidement dans la chaîne de valeur industrielle mondiale, allant de l'industrie mécanique de pointe (machines-outils), en passant par le secteur énergétique (nucléaire, éolien, solaire, hydroélectrique), jusqu'à l'automobile, la construction navale, le ferroviaire à grande vitesse, l'industrie militaire, l'aérospatiale, l'aéronautique, l'électronique, l'informatique, et même la production scientifique et intellectuelle, y compris de plus dans les domaines majeurs de la recherche fondamentale, production intellectuelle dont la Chine est en train de devenir, d'une manière aussi rapide que durable, le nouveau leader mondial...

Notons au passage que dès 2010, et bien que les données datent désormais de près d'une décennie, nous avons dressé dans notre [Réveil du Dragon](#), un tableau assez exhaustif de ce fulgurant rattrapage et démontré l'inéluctabilité (à relativement brève ou moyenne échéance), du brutal déclin économique et social auxquels auraient à faire face les peuples des pays impérialistes d'Occident. Nous y sommes désormais, c'est pour demain.

En fait, cela a déjà commencé, et le facteur déclencheur en aura été un virus conçu dans l'éventualité d'une Guerre biologique et peut-être évadé, par accident, au sein même de l'empire Atlantiste...

De l'autre côté de l'Océan Pacifique, les USA ont pour leur part vu leur production d'acier augmenter de 1,5 % en glissement annuel en 2019, mais celle-ci reste encore inférieure de 10,4 % à son niveau d'avant crise (2007). La part de marché de l'impérialisme américain dans la production mondiale d'acier s'est ainsi effondrée de 10,6 % à 4,7 % au cours de la période 2001-2019.

Le constat est encore moins brillant en ce qui concerne l'UE qui, a vu sa production stagner durant la période 2012-2018 pour diminuer brutalement de 4,9 % en 2019. En 2019, la production européenne d'acier était ainsi inférieure de 24,0 % à son niveau de 2007 ! Sa part de marché dans la production mondiale s'est ainsi effondrée de 22,0 % à 8,5 % au cours de la période 2001-2019...

Comme on le voit, la production russe a augmenté sensiblement durant la période 2001-2007, puis est parvenue à se maintenir en dépit de la crise de 2008 et des sanctions atlantistes qui se sont exacerbées au cours des années suivantes, et ce grâce à l'approfondissement de son partenariat économique avec la Chine. Rapportée à sa population, la production industrielle russe (qui est en outre assez qualitative, notamment dans les secteurs militaire et de l'aérospatiale), dépasse en volume celle des pays dominants à la tête du bloc Atlantiste, USA inclus...

L'Inde a pour sa part vu sa production d'acier augmenter rapidement, mais cela s'est avant tout fait sur le plan quantitatif. D'un point de vue qualitatif, l'industrie indienne est aujourd'hui circonscrite aux industries de base et ses timides tentatives pour remonter la chaîne de valeur industrielle dans certains domaines ont toujours été éminemment dépendantes des technologies et capitaux étrangers...

Si l'on regarde les autres pays « traditionnellement » inclus dans la sphère d'influence Atlantiste, on y voit le déclin au cours des dernières années, comme au Brésil et en Turquie. La Corée du Sud tire particulièrement bien son épingle du jeu grâce à la réorientation de ses relations commerciales et de ses flux d'investissements vers la Chine, et le Japon aspire évidemment à en faire de même.

En ce qui concerne enfin les pays situés aux marges de la sphère d'influence Atlantiste, il suffira de souligner qu'en 2019, la production d'acier du continent africain se montait à seulement 17,0 millions de tonnes (soit une part de marché mondiale de 0,9 %), un chiffre en baisse de 2,3 % en glissement annuel... Elle était de 14,9 millions de tonnes en 2001.

Sous le joug colonial atlantiste, le peu d'industrie du continent africain a ainsi littéralement stagné durant les deux dernières décennies. En outre, la production cumulée de l'Afrique du Sud et de l'Égypte – et ce à peu près à parts égales –, représente à elle seule aux alentours de 80 % de la production d'acier de ce continent, maintenu un siècle durant par la force, dans le plus complet sous-développement économique par l'Occident qui n'a cessé d'y voire qu'une source de matières premières et de produits agricoles à bas coût...

En 2019, l'Iran a également continué à voir sa production d'acier augmenter rapidement, en dépit des sanctions américaines iniques, bondissant de 30,1 % en glissement annuel à 31,9 millions de tonnes et faisant de l'Iran le dixième plus gros producteur mondial d'acier, talonnant désormais le Brésil et la Turquie, pour une part de marché mondiale de 1,7 %. Surtout, cette croissance s'est accompagnée d'une rapide montée en gamme technologique de l'industrie iranienne, à l'instar de son secteur aérospatial et de son complexe militaro-industriel.

A l'évidence, l'Iran est ainsi sur le point de devenir la plus grande puissance industrielle régionale au Moyen-Orient, très loin devant la seconde puissance industrielle, l'Arabie Saoudite, avec sa production annuelle d'acier qui avoisine les 5 millions de tonnes... A titre de comparaison, la France a produit annuellement autour de 20 millions de tonnes d'acier durant la période 2001-2007. En 2018, sa production n'a été que de 15,4 millions de tonnes, soit 0,8 % de la production mondiale et moitié moins que la production iranienne...

La rapide émergence industrielle de l'Iran constitue à l'évidence une menace majeure pour la domination américaine au Moyen-Orient étant donné que l'Iran déclare publiquement vouloir mettre un terme à la politique coloniale criminelle du bloc Atlantiste au Moyen-Orient, aidé en cela par ses alliés russes et chinois dont les intérêts économiques et géostratégiques convergent fortement.

C'est évidemment dans ces modifications majeures du rapport de force industriel et de la montée en gamme technologique de la Chine, de la Russie et de l'Iran, qu'il faut rechercher l'origine de la politique coloniale de plus en plus agressive du bloc Atlantiste à l'égard des nouveaux outsiders qui exigent aujourd'hui la fin de la politique d'agressions coloniales d'un bloc atlantiste réactionnaire qui a, deux décennies durant, maintenu sa brutale emprise sur sa sphère d'influence au moyen de l'occupation et du chantage militaires permanents.

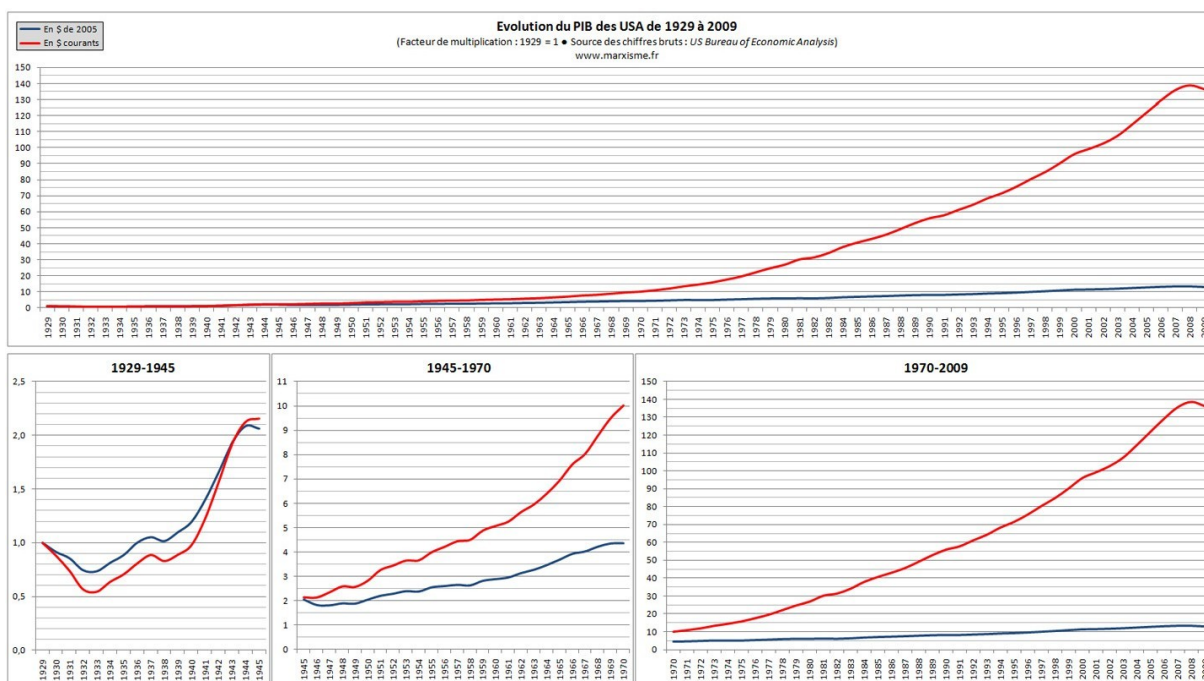
Cette sombre époque est aujourd'hui sur le point de s'achever. Et ce ne sont ni les peuples si longtemps opprimés et mutilés par le colonialisme, ni les communistes révolutionnaires de ces pays, qui vont s'en plaindre !

La perspective est à l'inverse très différente en ce qui concerne les peuples des USA et d'Europe.

La fin de la domination coloniale de leurs élites signifie en effet pour eux la destruction de ce que Karl Marx appelait déjà en son temps les « chaînes dorées de l'esclavage salarié », c'est-à-dire un niveau de salaire et de protection sociale relativement élevé, dont quelques miettes lui furent redistribuées grâce aux surprofits extorqués dans les colonies et semi-colonies, que ce soit sous la forme pacifique de la domination industrielle, du commerce et des investissements ; ou, le plus souvent, sous la forme coloniale brutale employée depuis si longtemps par l'alliance Atlantique dont le « mâle dominant » que constitue le Capital financier américain, n'a eu de cesse de faire usage, que ce soit sous la forme des bombardements, de l'occupation militaire, ou des chantages permanents...

Dans quelle mesure la crise actuelle va donc éprouver les pays impérialistes d'Occident ?

Le graphe que nous allons présenter ci-après donne les premiers éléments de réponse à l'ampleur du déclassement que leurs peuples s'approprient à vivre. Bien que les données statistiques datent un peu, la décennie écoulée n'a pas fondamentalement changé la donne. Ce graphe nous donne donc une indication précise de l'ampleur du déclassement économique qui a démarré en ce début d'année 2020. Il représente l'évolution du PIB de la puissance atlantiste dominante, les USA, sur une période longue de 80 ans. Le constat qui va suivre est applicable à l'Occident dans son ensemble, même s'il y aura inévitablement des variations en fonction du caractère plus ou moins rentier de tel ou tel pays.



Essayons donc de comprendre la signification profonde de ces courbes. Ce graphe est subdivisé dans sa partie inférieure en trois grandes périodes (1929-1945, 1945-1970, et enfin 1970-2009), afin de permettre un changement d'échelle – semblable au changement d'oculaire d'un microscope –, pour être en mesure de mieux pouvoir observer ce qui au premier abord semble n'être qu'un détail, mais qui se révèle en définitive être fondamental. La courbe rouge correspond au PIB américain mesuré en dollars courants, et la courbe bleue au PIB américain mesuré en dollars constants de 2005.

La première période montre une corrélation étroite entre les deux courbes : c'est une période où chaque pays impérialiste possède encore la quasi-totalité de son outil industriel sur son propre sol et durant laquelle les flux marchands et financiers internationaux sont d'une ampleur limitée au regard des revenus issus de son industrie indigène.

La période suivante amorce un bouleversement majeur : on observe un découplage croissant entre les deux courbes. Le différentiel ne relève pas d'une quelconque « spéculation », comme se l'imaginent d'ordinaire les économistes petit-bourgeois si ignorants de l'économie politique marxiste-léniniste, mais provient des revenus tirés de la rente coloniale et néocoloniale, c'est-à-dire des flux commerciaux et financiers extérieurs dont les revenus deviennent prépondérants sur la création de richesse au sein des métropoles impérialistes... Ici, ce sont les investissements réalisés par l'impérialisme US dominant, notamment en Europe et au Japon à partir de 1945, qui ont dopé ces flux. En 1970, le rapport entre les deux courbes était désormais de 1 pour 2,5.

La troisième et dernière période est marquée par la délocalisation massive de pans entiers de l'outil industriel des pays de l'alliance Atlantique au sein de pays ateliers semi-coloniaux produisant des marchandises à bas coût destinées à l'exportation vers les centres impérialistes dominants. Ces flux concernent d'abord les industries des biens de consommation courante basiques (jouets) destinés au prolétariat embourgeoisé des centres impérialistes dominants, pour finir jusqu'aux industries à plus haute composition organique en Capital (électroménager, électronique, automobile, etc.)

Les revenus tirés des flux d'investissements et des flux commerciaux explosent alors littéralement.

A la fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, le différentiel entre les deux courbes en est arrivé à un facteur de 10 ! Cela signifie que plus de 90 % du PIB provient de l'extorsion du profit à l'extérieur du périmètre national, qu'il s'agisse des revenus issus des flux d'investissements ou de ceux issus des flux de marchandises. Mais avec la crise de 2008, on voit que la courbe rouge tend de nouveau, certes encore timidement, à vouloir venir recoller à la courbe bleue...

C'est ce facteur de division, **d'un ordre de grandeur de 10**, qu'il convient de prendre comme base de la brutale correction économique à venir, quand la sphère d'influence de l'empire Atlantiste se sera complètement disloquée et que les revenus issus de son occupation coloniale se tariront...

Mais, ça, c'est dans le cas le plus « optimiste », c'est-à-dire si cette correction de s'accompagnait pas d'une crise économique sans précédent et de ses multiples répercussions au sein même des lambeaux d'activités économiques demeurant au sein des métropoles impérialistes en cours de déclassement, la plupart de ces activités appartenant au secteur tertiaire, donc n'étant pas liées à des activités productives... Et il est certain que la crise actuelle va causer des faillites en série, faire exploser le chômage et faire entrer les peuples (hier encore privilégiés) de ce monde atlantiste, dans la spirale infernale d'une aussi brutale, que profonde et durable déflation économique.

Face à cet horizon aussi proche qu'inéluctable, la petite bourgeoisie nationaliste de « gauche » comme de « droite », abandonnée à son sort par « son » propre Capital financier qui **a déjà commencé à organiser son propre sauvetage** (le Capitaine ne souhaitant pas sombrer avec son navire...), n'aura qu'un nombre très limité d'options pour tenter de conjuguer 1° soit le spectre d'une révolution sociale radicale (d'ailleurs aujourd'hui fort peu probable du fait des conditions idéologiques très dégradées persistant dans la conscience de ce prolétariat si longtemps embourgeoisé dont l'aspiration naturelle première sera la nostalgie ou la volonté de reconquérir ce « paradis perdu ») ; 2° soit, plus probablement, pour éviter que la crise économique, sociale et politique multiforme ne tourne à la guerre civile et aux conflits interethniques. Comme nous le déclarions il y a déjà près d'une décennie, à la friche industrielle succèdera ainsi la friche tertiaire...

Dans ce contexte économique, social et politique extrêmement explosif, la seule porte de sortie des futurs gouvernements populistes petit-bourgeois consistera à organiser un nouvel exode rural dans les campagnes (ce qui posera inévitablement une problématique aigüe en matière de création de logements), seule stratégie capable d'assurer à la population sa subsistance, loin des grandes métropoles dont les banlieues seront devenues des coupe-gorges emplies de miséreux, de trafiquants et de malfrats, condamnés au crime pour survivre, du fait de l'explosion du chômage massif, de la disparition des aides sociales qui conduiront à la brutale dégradation du niveau de vie des masses populaires. Ces zones urbaines seront alors désertées par l'essentiel de leur population.

Quant aux agriculteurs, survivant aujourd'hui pour la plupart bien misérablement de leur travail, ils ne pourront qu'accueillir à bras ouverts cette main d'œuvre que la disparition des aides agricoles, conjuguée au fardeau financier intenable d'une agriculture mécanisée gourmande en intrants, rendra de toute façon nécessaire pour poursuivre le travail de la terre et assurer au peuple sa subsistance... C'est au sein des ces zones périphériques rurales, que les masses populaires des anciens pays impérialistes dominants réapprendront ce qu'est le véritable travail créateur de richesse : d'abord le travail de la terre et l'artisanat, afin de subvenir aux besoins les plus essentiels de la vie quotidienne, et un jour aussi... la grande industrie. Les masses populaires y réapprendront également nécessairement l'entraide et la solidarité. Elles devront aussi mettre en adéquation leur ancienne conscience sociale de « consommateur » égoïste, avec leur nouvelle existence sociale dégradée, et surtout tirer toutes les leçons des processus économiques, sociaux et politiques qui auront conduit à cette situation, inédite pour elles. Le plus difficile sera assurément pour elles de se résigner à voir leurs enfants grandir dans un monde auxquelles elles n'auraient jamais pensé : **un nouveau tiers-monde !**

Notons pour terminer, qu'en ce qui concerne l'industrie, les investisseurs étrangers (à dominante chinoise), attendront certainement d'abord quelques décennies, c'est-à-dire le temps que la situation économique, sociale et politique se soit apaisée, avant de venir y implanter à grande échelle leurs usines et profiter ainsi d'une main d'œuvre à bas coût... Ils auront en effet d'abord largement à faire ailleurs, plusieurs décennies durant, depuis l'Inde en passant par l'Afrique, jusqu'à l'Amérique latine, et ce dans un climat social bien plus propice aux investissements, et sans désormais plus rien avoir à craindre des brutales agressions coloniales et des putschs militaires de leurs concurrents déchus...